

morts reposent en France et dorment leur dernier sommeil sur ce sol sacré, et nous ne pourrions jamais oublier notre glorieuse alliée à côté de laquelle ils ont combattu. Ce qu'il faut aujourd'hui dans notre pays, c'est un esprit de direction dans le gouvernement; il faut que tous les partis représentés dans cette Chambre s'unissent pour aboutir à un maximum d'unité et à un minimum de désaccord. La population de la province de Québec, bien dirigée, va apprendre qu'elle a plus à craindre des dictateurs, dont les navires de guerre, munis de canons pompom, peuvent remonter le Saint-Laurent, bombarder ses rives et détruire ses campagnes.

Je regrette les attaques lancées par quelques journaux canadiens-français contre la Grande-Bretagne et ses dirigeants, et contre un membre estimé de cette Chambre et un excellent citoyen, le très honorable ministre de la Justice (M. Lapointe). Je crois qu'il est de tout cœur avec la Grande-Bretagne et la liberté. Nous savons tous que c'est un grand Canadien et qu'il collabore avec le chef du Gouvernement et le chef de l'opposition pour essayer de faire régner l'unité dans notre pays.

Je pense que le Parlement de l'Ontario a fort bien fait d'adopter ces jours derniers une résolution en faveur de la mobilisation de la richesse et du capital humain du Canada pour la défense de la liberté dans l'éventualité d'une guerre. La Grande-Bretagne n'a demandé au Canada aucune contribution, mais elle compte qu'il lui accordera son appui moral et fera savoir aux dictateurs que les dominions sont loyaux et fidèles, au besoin.

Dans un discours prononcé au sujet de la résolution adoptée par le Parlement de l'Ontario et dont j'ai parlé, M. Aurélien Bélanger, député de Prescott, dont l'ancêtre vint au Canada sur l'un des navires de Champlain et se maria à une jeune française à Québec en 1642, a dit:

Nous sommes loyaux parce que nous sommes reconnaissants. Nous sommes loyaux parce que nous pensons que nos intérêts sont liés à ceux de la Grande-Bretagne. Nous sommes loyaux parce que nous pensons que les droits dont nous jouissons sont mieux garantis sous le drapeau britannique que sous toute autre allégeance. Parlant au nom de la majorité, j'affirme que nous sommes loyaux parce que nous faisons partie de l'Empire britannique.

La résolution, adoptée à l'unanimité, se lit ainsi:

La Chambre est d'avis que le gouvernement d'Ontario devrait reconnaître le fait que la présente crise internationale appelle l'intervention immédiate des parties constituantes de l'Empire britannique à l'appui de toute initiative qu'il serait nécessaire au gouvernement impérial de prendre.

Et l'Assemblée législative de la province d'Ontario prie le Parlement fédéral du Canada, actuellement en session, d'adopter immédiatement une loi prescrivant, en cas de guerre, la mobilisation de l'ensemble des ressources humaines et matérielles de la nation, par proclamation du gouverneur en conseil, pour la durée des hostilités, en défense de nos institutions libres.

Nous devons féliciter les chefs et les députés de cette assemblée législative de leur patriotisme éclairé.

Si nous tenons à sauver la démocratie, il faut que le Canada fasse sa part. Nous rendons-nous bien compte des conséquences que la faiblesse de septembre dernier a eues pour notre pays? Il faut que le Canada fasse savoir aux dictateurs qu'il accomplira son devoir aujourd'hui comme en 1914. Les jeunes gens du Canada ne veulent pas se battre pour des illusions comme la Société des Nations, les sanctions théoriques, la guerre destinée à mettre fin à toute guerre, ou contre l'imposition du fascisme ou du communisme à des pays étrangers situés à trois mille milles du Canada, mais ils se battront—sous une direction convenable—pour leur Dieu, leur roi et leur patrie, pourvu que le Gouvernement les mette en possession des faits. Si, connaissant les faits, ils estiment que le pays est en danger, et que la chose s'impose, ils feront, je crois ce qu'ils firent en 1914, s'ils reçoivent des directives et connaissent les revendications de la Grande-Bretagne. Somme toute, comme le dit le verset 3 du Psaume 11, "Si les fondations s'écroulent, que pourront faire les gens de bien?" Que fera la population canadienne si ses fondations s'écroulent comme ils le pourraient à la suite d'une visite des dictateurs? Ainsi que l'a affirmé Adam Smith, la sécurité vaut mieux que l'opulence.

Le rôle que le Canada a joué dans le domaine des affaires extérieures, depuis la Grande Guerre, a été marqué par un manque de prudence et de sagesse. Il a suivi une politique caractérisée par l'indécision, l'inaction, le coma, l'inertie, le doute, la crainte, l'attente les événements. La politique étrangère du Canada nous a fait perdre, en dix-huit ans, beaucoup de ce que nous ont valu les exploits de nos valeureux soldats. Nous avons perdu le prestige dont nous jouissions aux yeux de la Grande-Bretagne, des dominions et du monde entier, prestige que nous avions gagné au prix des immenses sacrifices de nos armées. Nous avons fait bon marché de tout cela et fait reposer notre confiance dans les conférences, les pactes, les protocoles, la Société des nations et le pacifisme provocateur qui a abouti au désarmement de la Grande-Bretagne. Nos dirigeants du Canada ont besoin de courage, de prudence, et d'initiative aujourd'hui. On attache trop d'importance à de petits